

- L'abolition des lois qui classent les Sud-Africains suivant leur couleur ou leur race.
- La liberté pour tous les Sud-Africains de vivre, de se déplacer et de travailler sans être soumis à des restrictions arbitraires.
- L'indépendance pour la Namibie conformément à la résolution 435 des Nations Unies. Ce serait une indication importante que l'Afrique du Sud est disposée à accepter ses voisins comme ils sont et à vivre en paix avec eux.

Toutefois, rien de ce qui précède n'est aussi important que les derniers principes que j'énoncerai :

- La libération des prisonniers politiques : la libération des dirigeants du Congrès national africain et du Front démocratique uni, qui ont été forcés de résister au système de l'*apartheid*.
- L'institution d'un processus de consultation et de négociation avec les véritables dirigeants de ceux qu'on appelle les Indiens, les Noirs et les Métis. Ces consultations ne peuvent donc être confinées aux dirigeants des « homelands ».
- Et, enfin, l'instauration d'un processus de réforme fondé sur le consentement, et non sur la coercition. Un tel processus déboucherait sur des institutions représentatives qui incluraient les Noirs.

Voilà les principales étapes. De fait, ce ne sont pas le consentement ou l'appui du Canada ou de tout autre pays qui sont essentiels au processus. Ce sont plutôt le consentement et l'appui des Sud-Africains de toutes les races et de toutes les couleurs qui comptent vraiment.

Au lieu d'assister à des changements, nous sommes témoins d'une aggravation de la crise. Les manifestations, les grèves et les actes de résistance contre un régime injuste se poursuivent. Les pouvoirs publics continuent d'y répondre par la violence, les arrestations et les détentions arbitraires — par des mesures de répression et de contrôle plutôt que de conciliation.

Nous condamnons la détention des dirigeants du Front démocratique uni — de Farouk Meer et d'autres. Nous sommes choqués par la détention d'Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Églises réformées, qui, lors d'une récente visite au Canada, nous a entretenus non pas de révolution ou de violence, mais de justice, d'égalité et de réconciliation. Nous déplorons l'insensibilité d'un gouvernement qui maintient en prison un homme aussi gravement malade que Nelson Mandela.

Nous exhortons le gouvernement sud-africain à libérer tous ceux dont le seul tort est de s'opposer à l'*apartheid*. Nous ajoutons les noms de Tutu et de Boesak à celui de Mandela parmi les personnes qui devraient être invitées au dialogue au lieu d'être rabrouées ou réduites au silence, ou encore écartées avec mépris. Il serait tragique que l'histoire se répète et que le Front démocratique uni soit traité comme le Congrès national africain, c'est-à-dire comme une force à arrêter, à réprimer et à rendre illégale.

---